

CONVENTION D'ADHESION AU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES

CONVENTION OUVRANT LE BENEFICE DE L'ENSEMBLE DES MISSIONS VISEES AUX 9° BIS, 9° TER ET 13° A 16°
DU II DE L'ARTICLE 23 DE LA LOI DU 26 JANVIER 1984

Entre

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de la Drôme (CDG26), représenté par sa Présidente, Madame Eliane GUILLON, agissant en cette qualité conformément à la délibération du conseil d'administration n°2014/31 en date du 1er octobre 2014,

D'une part,

Et

Le Conseil Départemental de la Drôme, représenté par sa Présidente, Madame Marie-Pierre MOUTON, agissant en vertu de la délibération n° XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX, en date du XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX,

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

D'autre part,

Il est préalablement exposé :

Conformément à l'article 23 IV de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, une collectivité ou un établissement non affilié au CDG26 peut, par délibération de son organe délibérant, demander à bénéficier de l'ensemble des missions suivantes, énumérées au II dudit article, sans pouvoir choisir entre elles :

- 9° *bis* Le secrétariat des commissions de réforme ;
- 9° *ter* Le secrétariat des comités médicaux ;
- 13° Un avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable dans les conditions prévues à l'article 23 de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives ;
- 14° Une assistance juridique statutaire ;
- 15° Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;
- 16° Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite.



La présente convention fixe les conditions dans lesquelles ces missions, qui constituent un appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines, seront assurées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme pour le compte du bénéficiaire.

Il est en conséquence convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire sollicite du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme le bénéfice des missions visées aux 9° bis, 9°ter et 13° à 16° du II de l'article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, telles que ci-dessous définies :

- Le secrétariat de la commission de réforme et le secrétariat du comité médical :

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme assure l'ensemble des tâches afférentes au secrétariat de ces deux instances médicales, pour les dossiers des agents relevant du bénéficiaire : notamment, instruction des dossiers, préparation des séances, organisation des réunions, rédaction des procès-verbaux et transmission des avis.

Ces secrétariats sont assurés par le service Santé au travail du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme.

- Une assistance juridique statutaire :

L'assistance proposée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme concerne le statut des agents de la fonction publique territoriale (fonctionnaires, contractuels, contrats de droit privé ouverts aux collectivités) et le fonctionnement des instances (CAP, CT, conseil de discipline). Cette assistance est assurée par le pôle juridique et carrières de l'établissement.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme met à disposition du bénéficiaire des flashs info, des notes juridiques d'information.

Le bénéficiaire est invité aux réunions d'information organisées par le pôle juridique et carrières, traitant de l'actualité statutaire.

- Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine :

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme pilote des actions de promotion de l'emploi public auxquelles le bénéficiaire participe.



- Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite (Comptes Individuels Retraites) :

Cette assistance est assurée par le pôle Retraites du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme met à disposition du bénéficiaire des informations sur le Compte Individuel Retraite sur une rubrique spécifique de son site.

Le bénéficiaire est invité aux réunions d'information organisées par le pôle Retraite, traitant du Compte Individuel Retraite et de l'actualité Retraite.

Les agents du pôle Retraite assurent, à la demande du bénéficiaire, une assistance en matière de fiabilisation des Comptes Individuels Retraite et de retraite.

La présente convention ne porte pas sur l'avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable dans les conditions prévues à l'article 23 de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives, le décret d'application prévu audit article n'étant pas encore paru.

ARTICLE 2 : MODALITES D'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme assure l'accès au bénéficiaire aux rubriques de son site correspondant aux différentes missions de la présente convention (accès par mot de passe).

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

Le coût de traitement d'un dossier examiné par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme est fixé en annexe A par délibération du Conseil d'Administration révisable annuellement.

Précision concernant les dossiers présentés aux instances médicales : chaque présentation y compris d'un même dossier auprès de l'instance sera facturée sauf si celle-ci sursoit à statuer.

ARTICLE 4 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2020 pour une période de 3 ans et sera renouvelable une seule fois par tacite reconduction pour la même durée.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 : NON RECONDUCTION et RESILIATION DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire peut décider de ne pas reconduire la présente convention au terme de la période triennale. A ce titre, il lui appartiendra d'en informer le CDG26 par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six mois avant l'échéance triennale.

Dans tous les cas, le règlement des missions réalisées ou en cours de réalisation demeure dû indépendamment de la résiliation.

- En cas de manquement à l'une des obligations de la convention :

L'autre partie peut demander la résiliation de la convention qui devra préalablement être précédée d'une mise en demeure adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception. Si cette mise en demeure reste infructueuse pendant un mois à compter de la date de réception, la convention pourra alors être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception. La date de résiliation prendra effet à la date de réception du courrier.

- En cas de résiliation fondée sur un motif d'intérêt général émanant de l'une des parties

Celle-ci devra en aviser l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'au minimum quatre mois avant l'échéance de l'année civile en cours. Cette dénonciation prendra effet au 1er janvier de l'année civile suivante.

ARTICLE 6 : Chacune des parties s'engage, en ce qui la concerne, à respecter scrupuleusement l'ensemble des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 7 : JURIDICTION COMPETENTE – ELECTION DE DOMICILE

Tous litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention, à défaut d'accord amiable entre les 2 parties, relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait en deux exemplaires à Bourg les Valence, le 13/01/2020.

La Présidente du Centre de Gestion
De la Fonction Publique Territoriale de la Drôme
Eliane GUILLON

La Présidente du Conseil départemental
de la Drôme
Marie-Pierre MOUTON